

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/11

A R R Ê T É

**Du 29 mai 2019 portant mise en demeure à la société
ENDRESS+HAUSER FLOWTEC AG de respecter les dispositions de l'arrêté
préfectoral n°2006-86-9 du 27 mars 2006 réglementant ses installations
sises à Cernay**

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-86-9 du 27 mars 2006 autorisant la société Endress+Hauser Flowtec AG à exploiter des installations de fabrication de débitmètres électromagnétiques sur le site de Cernay,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013-106-0020 du 16 avril 2013 portant prescriptions complémentaires à la société Endress+Hauser Flowtec AG de Cernay,
- VU** le rapport du 15 avril 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées suite à la visite du 12 avril 2019,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 – article 7.1 – généralités, modalités générales de contrôle et son annexe 1 prescrit que :

« Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant selon les modalités précisées dans les articles respectifs ci-dessous.

Tous les ans

- *Contrôle des rejets atmosphériques (article 8.5)*
- *Transmission du plan de gestion des solvants (article 8.8)*
- *Contrôle des rejets aqueux (article 9.4)*

Tous les trois ans

- *Contrôle du niveau sonore (article 12.3) »,*

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 avril 2019, l'inspection a constaté que l'entreprise Endress+Hauser Flowtec AG ne réalise pas les contrôles annuellement pour les rejets atmosphériques et les rejets aqueux. Elle ne contrôle pas le niveau sonore tous les 3 ans. Elle ne réalise pas et ne transmet pas le plan de gestion des solvants tous les ans,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 – article 8.4 – Air – valeur limites de rejet prescrit que :

« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution : COVNM (en carbone total) 100mg/Nm³ »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 avril 2019, l'inspection a constaté que les valeurs d'émissions sont supérieures aux valeurs limites,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 – article 10.2 – déchets – collecte et stockage des déchets prescrit que :

« L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 avril 2019, l'inspection a constaté que le tri n'est pas effectué correctement,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 – article 14 – définition des zones de danger prescrit que :

« L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 avril 2019, l'inspection a constaté que la société ne dispose pas de ce plan,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 – article 15.7 – conception générale – règles d'exploitation et consignes prescrit que :

« L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du code du travail. »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 avril 2019, l'inspection a constaté que les fiches de données de sécurité des produits aux postes de travail ne sont pas mises à jour,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 – article 9.2.2 – Eau – capacités de rétention prescrit que :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 12 avril 2019, l'inspection a constaté que des récipients contenant des substances susceptibles de créer des pollutions ne sont pas stockés sur des rétentions,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,*

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er :

La société ENDRESS+HAUSER FLOWTEC AG dont les installations sont situées au 35 rue de l'Europe à Cernay (68700) est mise en demeure de respecter, dans **un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions ci-dessous :

- faire parvenir à l'inspection les résultats des analyses des rejets air, eau, et bruit ainsi que le plan de gestion des solvants,
- fournir un plan d'actions pour réduire les rejets dans l'air,
- fournir un plan des zones de danger,
- mettre à jour les fiches de données de sécurité aux postes de travail.

Article 2 :

L'entreprise ENDRESS+HAUSER FLOWTEC AG est mise en demeure de respecter, dans **un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions ci-dessous :

- mettre en place tous les moyens pour trier correctement ses déchets,
- mettre en place les bacs de rétention.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 29 mai 2019

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.